

Ways, Max (éds), *The Future of Business : Global Issues in the 80s and 90s*, New York, Pergamon Press, 1978, xx + 99 p.

André Lux

Volume 10, Number 3, 1979

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700979ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700979ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lux, A. (1979). Review of [Ways, Max (éds), *The Future of Business : Global Issues in the 80s and 90s*, New York, Pergamon Press, 1978, xx + 99 p.] *Études internationales*, 10(3), 641–642. <https://doi.org/10.7202/700979ar>

vaut au lecteur les renvois qui ne mènent nulle part ; des erreurs typographiques sont fréquentes ; les rapports, à part celui de M. Touscoz, sont dépourvus de notes de référence, ce qui leur fait perdre une partie de leur valeur. Cette dernière remarque s'applique également à l'impact de la présentation sur le contenu de ce recueil.

Stanislas SLOSAR

*Faculté de droit,
Université de Sherbrooke, Québec*

WAYS, Max (éds), *The Future of Business: Global Issues in the 80s and 90s*, New York, Pergamon Press, 1978, xx + 99p.

La crise du capitalisme entraîne sa mise en question dans divers milieux. En réaction, les piliers du capitalisme, gouvernements de l'O.C.D.E. et grandes compagnies, éprouvent un impérieux besoin de se concerter. Un maillon du réseau de concertations est constitué par le *Future of Business Program* du Center for Strategic and International Studies de l'université Georgetown de Washington. Les cinq essais du présent petit volume forment un des quatre volants de ce programme. Si l'on excepte l'essai de Peter Drucker, qui concerne l'aspect particulier de l'adaptation de l'économie américaine à la disparition plus que probable d'un âge fixe et obligatoire de retraite, les quatre autres visent à relever le défi de la contestation globale du système capitaliste. Ils mélangent analyse souvent superficielle et plaidoyer *pro domo* en des termes qui frisent la naïveté, la bonne conscience idéologique et révèlent une bien faible capacité d'autocritique.

Pour Courtney Brown, les grandes entreprises capitalistes, inspirées par deux siècles d'éthique de l'efficacité et de la liberté, sont aujourd'hui victimes de leurs éclatants succès en face d'une opinion pu-

blique rendue injustement méfiante par l'interventionnisme étatique et par les media d'information, au point d'oublier que la capacité concurrentielle est intacte, que les profits ont un rôle social et que l'intervention dans les lois du marché est une entorse très grave aux lois naturelles, qui garantissent la sélection et la survie des plus capables. Face au dilemme entre matérialisme et cet humanisme reflété dans les nouvelles aspirations du public, c'est aux conseils d'administration plutôt qu'aux exécutifs des corporations qu'incombe le devoir d'informer le public et de lui démontrer que le darwinisme social peut le mieux satisfaire ses aspirations.

Max Ways enchaîne en présentant le dilemme sous un autre jour pour des entreprises qui, avec leurs règles internes, sont insérées dans un monde extérieur qui les juge à partir de critères extérieurs. Ces critères sont imposés aux gouvernements par une opinion publique induite en erreur par les spécialistes de la communication que sont les « intellectuels ». Ceux-ci se sont évertués à voiler les performances du capitalisme qui a réussi à l'échelle mondiale à plus que doubler le produit réel par tête entre 1950 et 1972.

Le double voile vient de la théorie idéologique de l'impérialisme, alors que l'expansion des multinationales est l'opposé d'un impérialisme – que Ways réduit au contrôle politique officiel sur des territoires « colonies » – et de l'insistance exagérée sur les inégalités de la répartition, comme s'il n'était pas inquiétant de constater notamment qu'au Brésil, donné en exemple par plusieurs auteurs du livre, le pouvoir d'achat du salaire minimum a baissé des deux tiers entre 1964 et 1974. Ways reproche aux « intellectuels » de critiquer un capitalisme qu'ils ne connaissent que superficiellement, mais il étale une profonde (mais feinte ?) ignorance des arguments chiffrés qui appuient ces critiques. Ainsi vante-t-il les bienfaits de la pluie d'exportation de capitaux vers le Tiers-Monde, sans

dire que le rapatriement des bénéfices l'emporte souvent sur ces exportations. Veut-il vraiment nous faire croire que les intellectuels anticapitalistes contrôlent les moyens d'information du public ?

L'analyse de Ways est caricaturale, notamment en homogénéisant les acteurs sociaux ; ainsi, y a-t-il le « *Business* », incluant aussi bien la multinationale que le petit commerçant, le gouvernement présenté comme complètement distinct du *business* et influencé prioritairement par le *non-business* ; il y a le groupe homogène des intellectuels, plutôt mal disposés envers le *business*. Or le cas même du Center for Strategic Studies n'est qu'un parmi beaucoup d'exemples de l'étroite collaboration entre gouvernement, hommes d'affaires et intellectuels. Si vous en doutez, consulter les *curricula vitae* des cinq auteurs en fin de volume.

Le texte de Henry Kissinger sur l'environnement politique international du monde des affaires fera peut-être impression sur l'homme d'affaires moyen, sensible à l'argument d'autorité. Il témoigne cependant plus de l'appartenance idéologique de son auteur que de sa capacité d'analyse objective. Ainsi, pour lui, l'inflation est due à la hausse des salaires réels et au développement des services publics (la guerre au Viêt-nam est-elle un tel service ?) ; les tensions graves Nord-Sud résultent de la rhétorique marxisante de confrontation et des tactiques de bloc de nos adversaires, qui souffrent d'un « biais philosophique ». Ce biais les pousse à externaliser la responsabilité de la pauvreté des pays sous-développés. Kissinger ne nous dit pas quelles instances internes à ces pays portent la responsabilité, mais il doit songer aux gouvernements de ces pays puisqu'il leur attribue le pouvoir de faire agir les entreprises privées nationales et étrangères dans le sens des priorités publiques. Il oublie de nous rappeler le sort des quelques gouvernements qui se crurent assez forts, en Amérique latine notamment, pour contester la toute-puissance des multinationales (Guatemala

1953, par exemple). Sans doute ces gouvernements souffraient-ils eux aussi d'un « biais philosophique », qui les empêchait de voir l'évidence de la nette amélioration du niveau de vie des classes paysanne et ouvrière d'Amérique latine, qui contraste si fort avec l'extrême misère introduite à Cuba par « les doctrines marxistes qui n'ont jamais fonctionné dans les pays où elles ont été implantées ». Kissinger se montre un peu plus sage dans son appréciation des relations politico-économiques avec les pays communistes.

Finalement, c'est, avec celle de Drucker, la contribution de Weidenbaum sur les relations entre le secteur privé et les pouvoirs publics aux États-Unis qui est la plus analytique et la plus valable. Plusieurs de ses critiques sur la lourdeur et la relative inefficacité des contrôles imposés aux entreprises sont fondées. Il pense que l'objectif poursuivi par les contrôles seraient mieux réalisés par recours au système des prix, sous forme, par exemple, d'une taxation discriminante à l'égard des produits polluants. On peut cependant lui reprocher de présenter ces contrôles comme une sorte d'intrusion artificielle, alors qu'ils sont peut-être le produit obligé de vices de structure et de fonctionnement inhérents au capitalisme.

Weidenbaum insiste beaucoup sur la nécessité d'appliquer aux contrôles publics les techniques d'analyse « coûts-bénéfices » et « efficience des coûts ». On peut se demander si le livre sous revue est le fruit d'une bonne utilisation de ces techniques par le Center for Strategic and International Studies. À moins que tout ce dont avaient besoin les grands hommes d'affaires américains était de se voir confrontés par l'Université dans leurs réflexes à fleur de peau...

André Lux

Département de sociologie,
Université Laval